



Résumé de la table ronde des organismes d'application de la loi sur la légalisation et la réglementation de la marijuana

Dans l'ensemble, les participants ont soulevé la nécessité d'une approche coordonnée, parmi tous les ordres de gouvernement, face à la légalisation et à la réglementation de la marijuana. Ils ont aussi indiqué que les provinces et les territoires ont besoin de suffisamment de temps pour mettre en œuvre le nouveau régime.

Production de marijuana

- Les opérations de culture à des fins commerciales représentent l'option la plus viable, puisque les réglementations pourraient refléter le régime courant de la marijuana à des fins médicales.
- Retrait des cultures résidentielles – un régime robuste, mais réglementé permettra d'acheminer suffisamment de produits sur le marché.
- Il devra y avoir de lourdes pénalités destinées à avoir un effet dissuasif sur les personnes envisageant la culture résidentielle et celles vendant leurs produits en dehors du régime légal.
- Le régime d'octroi de permis pour les exploitants des cultures à des fins commerciales devrait commencer par la stricte culture de marijuana, puis les exploitants pourraient étendre le champ de portée de leur permis aux produits comestibles et à la distribution après un délai déterminé et une fois que le cadre aurait été bien établi.
- La qualité et la quantité représentent d'importants facteurs et nécessitent un système de suivi robuste, de l'ensemencement à la vente (code à barres et numéro de permis). Un tel système devrait également être accessible aux organismes d'application de la loi pour leur permettre de faire la distinction entre, d'une part, les produits légitimes et, d'autre part, la marijuana et les produits de marijuana issus des marchés noir et gris.

Accès et distribution

- Le régime doit produire des produits de grande qualité qui offrent une puissance et un prix de vente qui correspondent à ceux du marché illégal actuel.
- Une approche holistique est requise, et les provinces et les municipalités doivent s'assurer que l'on répond aux besoins des consommateurs (heures d'ouverture, souche, teneur en tétrahydrocannabinol (THC)) et que la bonne structure est en place pour s'occuper de la conformité et des infractions, ce qui permettrait d'éliminer l'élément de l'application de la loi, à moins qu'un acte soit de nature criminelle.
- Le système de réglementation de la vente, p. ex. la limite d'âge et l'emplacement, devrait être uniforme à l'échelle du pays.

Crime organisé (CO)

- Il est impossible d'éliminer le CO, mais un régime réglementé contribuera à en contrôler leurs activités sur le marché.



- Des ressources d'application de la loi spécialisées devront adapter et mettre à contribution les ressources d'autres unités, p. ex. la sécurité nationale, afin de s'occuper de toute fluctuation venant du régime légalisé.
- Il faut s'assurer qu'il n'y a pas d'écart sur le plan de la disponibilité des produits, pour éviter que le CO réponde à la demande.
- L'établissement des bons niveaux de prix est essentiel afin de supprimer les activités sur les marchés noir et gris.
- Il faut normaliser le modèle de production, de distribution et d'accès pour qu'il y ait un moins grand écart quant à la demande.

Paramètres liés à la sécurité publique

Jeunes:

- Les messages et les campagnes d'éducation et de sensibilisation à l'intention des jeunes doivent commencer dès maintenant.
- L'âge légal aura une incidence sur l'application de la loi – il faut établir des conséquences pour l'usage par les jeunes en conformité avec les objectifs du gouvernement fédéral, p. ex. criminaliser les jeunes pour l'usage et la possession en délivrant des constats de contravention.
- Le marché des mineurs pourrait être infiltré par le CO, et il nécessitera des mesures d'application de la loi accrues.
- Il faut prendre en considération les questions nordiques, p. ex. l'âge d'usage, puisque l'usage chez les jeunes est à son plus haut niveau dans les territoires.

Conduite avec facultés affaiblies par une drogue:

- Il faut avoir recours à des dispositifs de dépistage routier à l'aide de fluides oraux, ainsi qu'augmenter le nombre d'experts de la reconnaissance des drogues – cela nécessitera une formation et des ressources.
- Il faut plus de preuves scientifiques sur les effets de la marijuana et la conduite, p. ex. le niveau d'affaiblissement des facultés.
- Il faut des campagnes d'éducation et une orientation auprès du public (de façon analogue à l'alcool) en ce qui concerne les « degrés d'usage sans risque » pour la conduite, ou encore envisager la tolérance zéro.

Consommation par le public:

- L'application de la loi relative à la consommation par le public (fumer le produit plutôt que le manger) doit être uniforme à l'échelle nationale.
- Les risques des produits comestibles et les liens possibles avec la surconsommation.
- Il faut s'assurer qu'une aire privée est établie et appliquée, ce qui n'a pas à être fait par la police. Par exemple, on pourrait le faire à l'aide de règlements administratifs municipaux.